

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 271 du 19.09

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Silvia Cattori : Manipulation de l'opinion par les relais d'Israël.

2 Les brèves

2-1 Tendances : Israël tente de promouvoir un plan économique visant à combattre l'influence du Hamas.

3 Dossier

3-1 Point de vue de [Julien Salingue](#) : Pendant que les résistants meurent, les collabos prospèrent.

3-2 Point de vue de [Julien Salingue](#) : Palestine : reconstruire, pierre par pierre, la résistance et la solidarité.

3-3 Point de vue de [Sharmila Deviin](#) : L'ONU constate : "La politique israélienne en Cisjordanie "n'aide pas la paix" "

3-4 Point de vue de [Adriana Evangelizt](#) : [Gaza : Kouchner encourage les dirigeants israéliens à massacrer.](#)

4 4 Courrier des lecteurs & [trouvé sur le net](#) & témoignage

4-1 Silvia Cattori interview Samah : Gaza soumise au blocus.

4-2 Une Interview par Silvia Cattori : Prières et grèves au service de la stratégie de la tension ?

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Silvia Cattori : Manipulation de l'opinion par les relais d'Israël.

Des journalistes contribuent à légitimer les massacres d'enfants palestiniens par Tsahal

Notre monde est en plein ensauvagement. Chaque jour nous apporte des images atroces d'enfants et d'adultes découpés en morceaux, brûlés, déchiétés par ces armes de guerres terrifiantes utilisées en Irak, en Afghanistan, en Palestine. Ces images d'enfants baignant dans leur sang, amputés, gémissant sur des lits d'hôpitaux qui n'ont pas de quoi les soigner, nul ne peut les accepter. Et pourtant, nombre de correspondants étrangers présents sur le terrain semblent n'avoir aucun mal à accepter ces images. Ils n'en parlent quasiment pas. Du reste, quand ils en parlent, nos sociétés « civilisées » semblent s'en accommoder.

Le 29 août 2007, un tank israélien a sauvagement tué trois enfants, âgés de 9, 10, et 12 ans, en lançant délibérément un missile sur eux. [1] Ce nouveau meurtre d'enfants n'a bien sûr pas été relayé par les médias dominants.

Pour ces médias, tout comme pour l'armée qui s'autoproclame « *la plus morale du monde* », ces enfants massacrés semblent faire partie de la routine.

Tous les jours Israël tue ou blesse gravement des enfants palestiniens avec des armes de guerre.

Cela est bouleversant.

Nous restons atterrés devant ces massacres d'innocents et nous sommes de plus en plus révoltés par le silence et la complicité de nos gouvernants.

Egalement révoltante est l'attitude de ceux qui, dans leur soutien inconditionnel à Israël, s'emploient à dépeindre les Arabes comme de dangereux fanatiques pour empêcher l'opinion de s'attendrir sur eux, et à les présenter comme responsables de ce qui leur arrive.

Face à cette situation, nous ne pouvons rester sans réagir. Car cela revient à laisser le champ libre aux

imposteurs qui, dans chaque pays, s'emploient à dénaturer les faits pour couvrir les crimes d'Israël.

Comme nous l'avons vu par le passé avec Alain Finkielkraut, lors de l'assassinat de Mohamed Al-Dura, 12 ans, [2] et comme on le voit avec Stephanie Zenati, [3] lors de l'assassinat passé inaperçu de Sarah, Mahmoud, Yehya Abu Ghazal, que nous analysons ici.

Rappel des faits. Le 29 août deux frères Mahmoud et Yehya Abu Ghazal et leur cousine Sarah, jouaient à proximité de leur pauvre maison, au nord de la bande de Gaza, quand des soldats, cachés à l'intérieur de leur char, ont délibérément tiré sur eux au canon.

Comme à l'accoutumée, pour couper court à toute accusation, et faire croire qu'ils n'étaient concernés en rien, des officiers israéliens ont menti en disant qu'ils avaient "tiré sur des lanceurs de roquettes qui visaient Israël", et qu'il n'était "pas exclu que, cette fois encore, les enfants aient été touchés par l'explosion de Qassams (roquettes artisanales) palestiniennes"

La mère de la fillette, et la mère des deux garçons, dont le père est détenu sans raison dans une prison israélienne depuis septembre 2006, sont catégoriques ! Aucune roquette n'avait été tirée durant les neuf derniers mois depuis ce secteur désertique où Israël a tout rasé, et il n'y avait pas de tireurs de roquettes dans toute cette zone.

Voici de quelle scandaleuse manière Stephanie Zenati relate ce massacre d'enfants : « *La semaine dernière, deux enfants palestiniens sont morts sous les tirs de Tsahal. On en compte trois de plus cette semaine. C'est sans hésitation que contre quelques shekels, les organisations terroristes palestiniennes exposent des enfants aux ripostes israéliennes* »

Stéphanie Zenati reprend donc à son compte la propagande de l'armée israélienne, qui comme on le sait fait toujours porter aux victimes palestiniennes la responsabilité de ses crimes, laisse entendre « *qu'un groupe de cinq terroristes ayant orienté leurs lance-roquettes en direction d'Israël, a été identifié* », et que « *Jérusalem a explicitement accusé les organisations terroristes « de faire un usage cynique des enfants. Il n'y a lieu de s'en prendre qu'à ces commanditaires* »

A noter que, par son titre, l'article reconnaît une chose qu'Israël ne pouvait contester « *Trois enfants palestiniens tués par Tsahal* ». C'est toute l'habileté de la propagande : jouer sur le vrai, l'origine du crime, pour ensuite faire passer le faux : innocenter les criminels.

Stephanie Zenati peut toujours aligner ses contre vérités et laisser entendre que l'armée israélienne a le droit de se défendre. Elle ne peut ignorer que l'armée israélienne n'est pas du tout une armée défensive mais bien une armée offensive, une armée de colonisateurs, créée en 1948, non pas pour combattre une autre armée, mais pour combattre un peuple désarmé, pour le terroriser et le chasser afin de pouvoir s'installer sur sa terre. Ces enfants sont aimés de leurs parents. Il est scandaleux de vouloir faire croire que les Palestiniens s'en servent pour attirer « *volontairement les soldats dans les zones d'habitation de façon à ce que les civils soient atteints, et que la légitimité israélienne de se défendre soit prise en défaut* ». Ces enfants sont victimes, comme leurs parents, d'une armée offensive, extraordinairement brutale, qui après les avoir chassé de leurs foyers en 1948, veut aujourd'hui les chasser des lieux où elle les a parqués.

C'est ainsi que, depuis fin 2000, des unités terroristes de l'armée israélienne ont délibérément tué plus de 1'000 enfants palestiniens dans ces morceaux de territoires qu'Israël leur a laissés et qu'il a totalement dévastés. A côté de cela les soldats de l'armée israélienne ont blessé plus de 20'000 enfants, dont un grand nombre sont invalides à vie. Sthéphanie Zenati, ne peut pas ignorer ces données. Elle ne peut ignorer que les soldats d'Israël ont l'ordre de tuer des enfants comme l'avait avoué le colonel de l'armée de l'air, Yiftah Sepctor, en octobre 2003. [4]

En contribuant, pour tenter de préserver l'image d'Israël, à faire porter aux victimes palestiniennes la responsabilité des crimes commis par Tshah, Sthéphanie Zenati participe à l'épuration ethnique programmée et sans cesse pratiquée par les colons de confession juive qui sont allés s'installer sur des terres volées aux Palestiniens. C'est une attitude moralement inacceptable.

Quand on songe que l'on entend toujours des personnes et des organisations juives demander que l'on reconnaisse les victimes juives du nazisme, bien que cette reconnaissance soit acquise, et que, dans le même temps, ces mêmes personnes et organisations refusent de reconnaître le statut de victimes aux Palestiniens persécutés par l'Etat d'Israël, on peut s'interroger sur leur sincérité et leur véritables intentions, quand ils prétendent parler au nom des victimes juives.

Silvia Cattori

[1] <http://www.ism-suisse.org/news/article.php?id=7412&type=temoignage&lesujet=Enfants>
<http://electronicintifada.net/v2/article8978.shtml>

[2] Alain Fikielkraut n'a jamais cessé de prétendre que l'attribution de l'exécution de l'enfant aux soldats irsaéliens, est un « mensonge délibéré »

[3] <http://www.guysen.com/articles.php?sid=6098>

Des organes de désinformation en faveur de l'Etat d'apartheid d'Israël, comme guysen.com, sont nombreux. Voir par exemple : www.debriefing.org, www.menapress.com, www.desinfos.com, www.primo-europe.org, www.upjf.org, <http://cidinfo2000.free.fr/> www.memri.org

[4] Rapporté en octobre 2003 par IPC

Toutes les versions de cet article :

- [Algunos periodistas contribuyen a legitimar las masacres de niños palestinos por parte del Tshah](#)
13 Septembre 2007

2 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Tendances : Israël tente de promouvoir un plan économique visant à combattre l'influence du Hamas.

Israël tente de promouvoir un plan économique visant à combattre l'influence du Hamas et des associations caritatives qui relèvent du mouvement en procédant à des changements radicaux dans le mode de vie des Palestiniens en l'espace de quatre mois. Ce plan sera soumis lors d'une conférence qui doit réunir à Washington des experts palestiniens, israéliens, égyptiens et jordaniens.

L'idée vient de l'ancien conseiller du ministère israélien des Finances, Rany Lubinstein. Celui-ci préconise le déblocage des montants appartenant aux douanes palestiniennes et confisqués par Israël, le démantèlement de centaines de barrages militaires installés par les Israéliens en Cisjordanie et la mise en place d'un programme permanent de soutien aux Palestiniens, financé par les Arabes. Le plan prévoit également la lutte contre l'influence du Hamas en offrant aux Palestiniens des projets subventionnés et des assurances sociales qui remplaceraient l'aide fournie actuellement par les associations caritatives du Hamas.

- Le courant était sur le point d'être rétabli dans la bande de Gaza après la décision de l'Union Européenne d'assurer à nouveau le règlement des factures de fioul de l'unique centrale électrique de ce territoire palestinien. « Nous avons reçu suffisamment de fioul pour une journée. Mais nous avons encore besoin d'un peu de temps pour relancer la production d'électricité », a déclaré à l'AFP le directeur de la compagnie d'électricité Rafiq Maliha. Selon lui, trois camions citerne ont alimenté la centrale qui produit entre 25 % à 30 % de l'électricité de la bande de Gaza, le reste étant fourni par des lignes des compagnies israélienne et égyptienne d'électricité.

À la suite de l'interruption de l'approvisionnement en fioul la semaine dernière, des centaines de milliers de

Palestiniens avaient été plongés dans le noir par intermittence. Ils avaient dû recourir à des lampes à gaz et aux bougies pour s'éclairer et à des générateurs pour faire fonctionner les équipements ménagers.

Une porte-parole de l'UE a confirmé que l'Union Européenne avait versé l'argent nécessaire à la compagnie israélienne Dor Alon, qui dispose du monopole sur le ravitaillement de la bande de Gaza en carburant.

L'Union européenne versait depuis la fin de l'an dernier quelque 6 millions d'euros par mois pour assurer l'approvisionnement en fioul de Gaza. Ces fonds ont permis l'achat de 75 millions de litres de fioul depuis novembre.

« L'UE a interrompu ses paiements à la suite d'informations selon lesquelles le Hamas prélevait de l'argent sur les factures d'électricité réglées par les abonnés », a ajouté la porte-parole.

Mahmoud Abbas avait accusé le Hamas de détourner des fonds de la compagnie d'électricité pour financer les membres de la Force exécutive, la police du mouvement islamiste. Depuis leur prise de pouvoir, les islamistes ont remplacé le directeur de la compagnie, accusé de corruption, et ont cessé de reverser cet argent au ministère à Ramallah (Cisjordanie), avait affirmé un haut responsable du gouvernement de Salam Fayyad.

Le Hamas avait rejeté ces accusations et s'était dit prêt à donner des garanties à l'Union européenne prouvant qu'il ne détournait pas de fonds de la compagnie d'électricité de Gaza et qu'il ne s'ingérait pas dans la gestion de la société.

Source : *AL-CHARK AL-AWSAT* (QUOTIDIEN SAOUDIEN)

Tendances est un bulletin quotidien de veille politique sur le Proche-Orient, réalisé par l'agence New Orient News à Beyrouth.

3 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Pierre-Yves Salingue : Pendant que les résistants meurent, les collabos prospèrent.

Akram Abu Sba' est mort le 05 septembre à Jénine « dans un affrontement inter palestinien » nous apprennent les communiqués de presse.

Une déclaration de l'ISM confirme qu'il a été tué « alors qu'il faisait son devoir et qu'il essayait de faire baisser les tensions entre des membres des services de sécurité et des membres du Jihad islamique » (1)

Au-delà de celles et ceux qui l'avaient rencontré au camp de Jénine, témoin infatigable de la lutte menée par les réfugiés du camp contre les incursions quasi quotidiennes de l'armée israélienne et défenseur acharné des droits des résistants emprisonnés dans les geôles israéliennes, Akram était connu pour son apparition dans le film de Bakri, « Jénine Jénine ».

Je l'ai rencontré pour la première fois en juillet 2006, chez lui, au camp de Jénine.

Il se remettait d'une blessure dont il avait été victime lors d'une récente attaque israélienne. Ce jour là l'armée israélienne avait effectué une opération visant apparemment à atteindre Zacharia Zubeidi, un dirigeant charismatique des brigades des martyrs Al Aksa à Jénine.

Une fois de plus, et assez miraculeusement, Zubeidi en avait réchappé et Akram était intarissable sur la capacité tout à fait extraordinaire de Zubeidi à survivre à toutes les tentatives d'assassinat israéliennes.

Nous avons enregistré cet entretien et Akram est l'un des témoins importants du film Samidoun, où il s'exprime notamment sur la question des prisonniers palestiniens.

Akram était membre de l'ISM et je peux comprendre que ses camarades aient fait le choix de rester évasifs sur les circonstances qui ont entouré sa mort.

Mais je crois que le soutien à la lutte du Peuple palestinien et la défense de la mémoire de tous ceux qui ont été directement ou indirectement victimes de l'occupation coloniale sioniste de la Palestine nous imposent un devoir de vérité et de clarté, au service de la poursuite de la lutte et de la solidarité avec cette lutte.

Peu de temps avant sa mort Akram a été directement impliqué dans une affaire qui a suscité beaucoup de réactions en Palestine mais assez peu de commentaires ici.

Le 27 août, un officier israélien en uniforme s'est introduit avec son véhicule privé dans les rues de Jénine.

Il a été repéré et un groupe du Jihad s'apprêtait à l'emmener (l'enlever ?) quand des forces de sécurité palestiniennes sont intervenues, l'ont pris en charge et l'ont ensuite remis à l'armée israélienne après coordination. Des dizaines de Palestiniens en colère ont alors brûlé la voiture restée dans Jénine.

Akram a participé à ce « sauvetage » en sa qualité d'officier de la garde présidentielle.

Dans ce contexte, l'incident dans lequel Akram a été tué prend une autre dimension.

Des militants abandonnés et trahis.

Sur le fond je partage totalement l'appréciation suivant laquelle ce comportement des forces de sécurité palestiniennes « fidèles au Président Abbas » est de « la collaboration pure et simple » (2)

Mais ce qui m'intéresse ici, c'est de tenter de répondre à une question : Comment un militant comme Akram a-t-il pu en arriver là ? Et au-delà, comment des militants honnêtes et ayant participé sans ambiguïté à la résistance à

l'occupation en arrivent-ils à participer ou à cautionner de telles actions et pour certains, parfois, à renoncer à la lutte ?

Une réponse facile est évidemment de dire que toute situation d'occupation durable d'un territoire par une force armée étrangère génère non seulement la résistance d'une partie de la population mais aussi la collaboration d'une autre partie.

Mais ce constat n'est guère opérationnel s'agissant de résistants aguerris, militants politiques engagés de longue date et dont la réalité de l'engagement passé dans la lutte est indiscutable.

La collaboration plonge ses racines dans l'accord politique signé par la direction palestinienne avec l'Etat d'Israël dit « accords d'Oslo ».

On trouve dans ces accords, passés avec la force occupante, un engagement palestinien à renoncer à la résistance alors que l'occupation coloniale se poursuit !

Abbas, qui a condamné les « attentats suicide » et qui vient de prendre une série de décrets déclarant « illégale » toute action de résistance, a signé en mai 1994 un accord qui précisait :

"...la partie palestinienne prendra toutes les mesures nécessaires pour empêcher tout acte d'hostilité à l'encontre des implantations, des infrastructures les desservant et de la zone d'installation militaire..."

On ne dira jamais trop l'incroyable capitulation de la direction palestinienne, de Arafat et d'Abbas en particulier, consistant à accepter une « autonomie provisoire » en échange d'un engagement à protéger les forces occupantes et les colonies israéliennes.

Le peuple palestinien en général et les militants qui ont renoué avec différentes formes de résistance armée, notamment après octobre 2000, paient le prix de cette capitulation et de cette tromperie, victimes du piège de l'autonomie qui devait mener à l'état indépendant palestinien.

En fait de conquêtes de droits et de conditions de vie meilleures, l'immense majorité de la population a trouvé plus de répression, plus de colonisations détruisant les terres, moins d'emplois (sauf à devenir fonctionnaire, dépendant de l'Autorité et affilié à la faction politique et/ou au clan qui contrôlait l'accès à ces emplois « privilégiés »), plus de corruption etc.

L'échec programmé de la « deuxième Intifada », inévitable dès lors que les dirigeants de l'Autorité et de tous les partis palestiniens ont renoncé à construire une mobilisation populaire sur la base d'une remise en cause explicite des accords d'Oslo, a laissé les militants de la lutte armée de plus en plus isolés et exposés à la répression féroce de l'armée d'occupation.

En Cisjordanie notamment, de par l'omniprésence de l'armée à proximité des zones habitées et le quadrillage policier de tous les axes de circulation, toute action de résistance exposait ses auteurs à la mort ou à l'arrestation et leur faisait endosser la responsabilité de mesures répressives exercées à l'encontre de leurs proches : destruction des maisons familiales, arrestations de pères et frères, mises en danger de quiconque se proposait de les cacher ou de les héberger etc.

Dans un entretien accordé en juillet 2007 et qui suivait de peu l'annonce de son ralliement à l'accord signé par Abbas avec Olmert qui acceptait d'amnistier (!) 178 combattants recherchés par les Israéliens à condition que ceux-ci renoncent à la lutte armée contre Israël et intègrent les forces régulières sous l'autorité d'Abbas, Zaccharia Zubeidi déclarait « pour l'instant ce que j'espère le plus c'est de réussir au moins dans mon travail ou ma carrière » (3)

Peu de temps après il expliquait qu'il était las et qu'il souhaitait tout simplement pouvoir vivre, étudier etc.

On imagine ici difficilement ce que signifie vivre pourchassé, sachant qu'on figure sur une liste de militants recherchés, avec pour seule perspective la mort ou l'emprisonnement...

Surtout quand la conviction de servir les intérêts de son peuple et de bénéficier de sa pleine sympathie se heurte aux hésitations bien légitimes d'une population qui entend ses propres dirigeants condamner les attaques contre l'armée israélienne !

En juillet Abbas a multiplié les déclarations condamnant les actes de résistance, il a signé un décret déclarant illégales les actions des groupes armés et Fayyad a présenté un programme de gouvernement qui ne mentionnait même pas le droit de résister à l'occupation coloniale.

Pour celles et ceux qui ont vu ou verront le film Samidoun, je veux dire ici que les militants des brigades des martyrs al Aqsa partent dormir à la Muqata de Naplouse, non seulement parce qu'ils ne veulent plus mettre en danger les gens qui les hébergent (ce que dit le commentaire), mais aussi parce que de moins en moins d'habitants le leur proposent ...

On était alors en juillet 2006 et ce processus de désagrégation politique s'est approfondi et a désormais gagné les dernières zones de résistance qui tenaient encore en Cisjordanie, notamment à Naplouse et à Jénine.

Une victoire électorale illusoire.

En votant majoritairement pour le Hamas en janvier 2006, la population de Cisjordanie et de Gaza a fait une nouvelle tentative de sortir du piège d'Oslo, une « intifada électorale » vouée hélas à un échec similaire à celui du soulèvement de 2000, dès lors que l'élection d'une majorité différente ne pouvait pas prétendre inverser la logique infernale d'un dispositif qui livre les Palestiniens pieds et poings liés à l'occupant et accroît sa dépendance à l'égard de la manne financière de l'impérialisme

La prétention du Hamas à faire jouer en faveur de la population « un appareil d'état sans état » (4) dont la mission est de favoriser la liquidation de la cause nationale palestinienne, a fait long feu face à la réalité du blocus imposé par les puissances occidentales bien décidées à infliger une leçon à ces Palestiniens qui refusaient d'abdiquer et tentaient de détourner un processus électoral destiné à normaliser la situation d'occupation coloniale.

A son tour, tout en maintenant son refus des compromissions et son refus d'abandonner les revendications nationales, le Hamas n'a pu que prendre ses distances à l'égard des actions de résistance menées par d'autres forces politiques et par des groupes assez peu contrôlés par le niveau politique.

La vie quotidienne de la population a continué de se dégrader, à ses yeux les clivages politiques sont apparus n'être que des batailles pour le pouvoir et pour le contrôle de l'argent venu de l'extérieur.

Cet échec inévitable a suscité une nouvelle vague de frustration dans la population palestinienne qui s'est ajoutée à la désastreuse expérience de la déliquescence de l'OLP et notamment de la corruption du Fatah au cours des années Oslo.

Si on ajoute à ce tableau déjà sombre la faillite totale de la gauche palestinienne à proposer la refondation d'un projet politique de combat unifiant, collectivement discuté au sein de l'ensemble du Peuple palestinien, on a tous les éléments permettant de comprendre que de nombreuses hésitations et dérives individuelles sont avant tout le résultat des trahisons ou des faillites collectives des différents courants politiques palestiniens.

S'agissant de combattants armés, des questions lancinantes ont peu à peu émergé chez la plupart de ces militants jeunes et sincères : Pourquoi continuer à risquer la prison ou la vie si tous ces sacrifices ne mènent à rien ? Pourquoi mettre ma famille et mes proches en danger par mes actions de résistance si celles-ci sont désormais systématiquement condamnées par les dirigeants politiques ? Pourquoi devrais-je être en permanence une cible menacée ou même un clandestin incapable de nourrir sa famille quand je vois mes anciens amis reconvertis en « professionnels » d'ONG régulièrement payés et d'autres amasser en peu de temps quelques jolies sommes à l'occasion de campagnes électorales en faveur de tel ou tel dirigeant ? Pourquoi ne pas accepter de devenir un membre des forces de sécurité « régulières » si ça me permet de survivre ?

Et plus généralement pourquoi combattre, quand mes représentants adoubés par les puissances occidentales et soutenus par les institutions internationales déclarent qu'aujourd'hui, « résister, c'est d'abord négocier » ? Déjà en 2005 on pouvait, dans un spot tournant sur les télévisions israéliennes, voir Erekat déclarant aux spectateurs israéliens « aidez-nous à vaincre les extrémistes palestiniens » !

Suite à l'éviction, par le Hamas, des milices du Fatah liées à Dahlan, Abbas a réaffirmé son engagement, auprès d'Israël et des pays impérialistes, à mettre tous les moyens en son pouvoir pour neutraliser toute résistance en Cisjordanie. La principale conséquence de cet engagement suivi d'effets est le renforcement de la contradiction, pour de nombreux militants du Fatah, entre la fidélité à la direction historique de l'OLP et la poursuite du combat contre l'occupation.

C'est ainsi que des militants authentiques se retrouvent à participer ou à cautionner des agissements qui participent de l'affaiblissement de la lutte du peuple palestinien et renforcent les divisions entre ceux qui ont combattu ensemble l'ennemi israélien.

Pas de connivence avec les liquidateurs de la cause palestinienne !

Cette semaine, en France et dans d'autres pays européens, des organisations politiques qui se disent solidaires des revendications du Peuple palestinien et des associations du mouvement de solidarité vont rencontrer Abdallah Al Frangi, responsable des relations extérieures du Fatah.

Au-delà de la trajectoire assez controversée de l'intéressé qui fait partie de ceux qui ont opportunément quitté la bande de Gaza avant « les événements de l'été », il est clair que Al Frangi est envoyé en Europe par Abbas pour redorer le blason du Fatah et légitimer l'ensemble des mesures anti-démocratiques du gouvernement de Fayyad. Rencontrer cet individu, même pour simplement « échanger avec lui », c'est ni plus ni moins légitimer le coup d'état rampant de Abbas et de la direction du Fatah : une direction de plus en plus sous la coupe du courant des collaborateurs, à l'image de Dahlan ou de Al Frangi.

Cette semaine aussi, Kouchner est au Moyen-Orient. Son programme ne prévoit pas d'aller à Gaza.

Abbas cautionne expressément ce boycott.

Dans le même temps, en France, des militants s'apprêtent à rencontrer le représentant d'Abbas !

Les mouvements de solidarité avec les luttes des peuples pour leur indépendance n'avaient pas pour habitude de rencontrer les représentants des régimes fantoches, inféodés à l'occupant et soumis aux plans de l'Impérialisme. Ceux qui, comme Akram, sont morts ces derniers mois dans « des affrontements inter palestiniens », ceux qui sont morts en allant se faire exploser en Israël ou près des colonies, ceux qui par milliers croupissent dans les prisons israéliennes pendant qu'Abbas, Fayyad, Abed Rabbo et Erekat trinquent avec Olmert et autres assassins du Peuple palestinien, ceux qui hésitent à rendre les armes et ceux qui refusent encore, tous ceux là sont les victimes de la soumission de la clique capitularde d'Oslo, dont la corruption et le clientélisme ont défiguré la lutte de libération et détruit la perspective et la volonté de combat collectif.

A tout le moins, l'affirmation d'une solidarité réelle avec le combat palestinien exige de se tenir à distance des représentants de cette mafia.

[Pierre-Yves Salingue](#)

14 Septembre 2007

(1) Article consultable à <http://www.ism-france.org/news/article.php?id=7409&type=temoignage&lesujet=Victimes%20ISM>

(2) Article de Julien Salingue consultable à http://www.aloufok.net/article.php?id_article=4130

(3) Article consultable à [ism](#).

(4) Voir article Julien Salingue http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4130

Sources [Global Research](#)

Posté par Adriana Evangelizt

3-2 Point de vue de [Julien Salingue](#) : Palestine : reconstruire, pierre par pierre, la résistance et la solidarité.

Julien Salingue, doctorant en Science politique à Paris, militant du mouvement de solidarité avec la Palestine, réalisateur du film « Palestine, vivre libre ou mourir » et co-réalisateur du film « Samidoun » répond aux questions d'Al-Oufok

De toutes les contradictions de la situation en Palestine, quelle est celle qui vous paraît être la plus fondamentale ?

Quelles que soient les évolutions actuelles de la situation en Palestine, je pense qu'il est essentiel de rappeler que la contradiction la plus fondamentale demeure celle qui existe entre le projet sioniste et les droits nationaux du peuple palestinien.

L'établissement d'un Etat juif sur la plus grande partie possible de la Palestine a signifié et signifie toujours la colonisation, les expulsions et la répression. C'est cette contradiction qui est structurante, y compris dans la situation actuelle. Evidemment cela ne signifie pas qu'il faille simplifier les choses et faire l'impasse sur les contradictions dans le « camp » palestinien, notamment dans la période actuelle, mais que ces dernières doivent être pensées dans le cadre général de la négation des droits du peuple palestinien par le projet sioniste.

Les deux événements majeurs de ces deux dernières années (la victoire du Hamas aux élections et les « événements » de Gaza) sont le produit des contradictions entre d'un côté les intérêts de la minorité qui a dirigé l'Autorité palestinienne depuis sa création en 1994 et de l'autre les aspirations de la population palestinienne. Cette minorité a été clairement rejetée par la population lors des élections, qui l'a sanctionnée en raison de son abandon de toute perspective de lutte au profit des seules négociations alors que la situation sur leur terrain se dégradait, de ses contacts approfondis et parfois de sa collaboration ouverte avec l'occupant israélien et de la corruption. Dès les jours qui ont suivi les élections, la frange la plus radicale (dans le mauvais sens du terme) de cette minorité de privilégiés, représentée notamment par Mohammad Dahlan, s'est mis en tête de revenir au pouvoir à tout prix. C'est ce qui a conduit aux événements de Gaza en juin dernier.

En effet, le « coup d'Etat » dont beaucoup ont parlé lorsque le Hamas a chassé les milices de Dahlan de la Bande de Gaza est avant tout la conséquence de la tentative de coup d'Etat, bien réelle celle-ci, orchestrée par la frange putschiste de l'Autorité palestinienne, avec le soutien d'Israël et des pays occidentaux. Ces derniers ont organisé le blocus politique, diplomatique et économique du nouveau pouvoir politique, tandis qu'Israël renforçait le siège de la Bande de Gaza, place forte de l'aile militante du Hamas, et reprenait sa politique de liquidation de résistants. De son côté, la frange putschiste de l'Autorité a tout fait pour paralyser le nouveau gouvernement et pour court-circuiter toute tentative d'établissement d'un gouvernement d'union nationale. L'objectif conjoint était de créer les conditions d'un renversement du gouvernement Hamas. Les affrontements, d'abord sporadiques, se sont multipliés dans la Bande de Gaza et, lorsque les milices de Dahlan, armées par les Etats-Unis avec l'accord d'Israël, sont passées à la vitesse supérieure, le Hamas a répondu sur le même terrain et a rapidement chassé les putschistes de Gaza.

On connaît la suite : Abu Mazen a limogé le gouvernement Hamas et créé un « gouvernement d'urgence » dirigé par Salam Fayyad, ancien haut fonctionnaire des institutions financières internationales, dont la liste avait obtenu à peine plus de 2% aux législatives de 2006. Les choses sont maintenant très claires : Abu Mazen et sa clique ont fait le choix de se conformer exclusivement aux exigences des pays occidentaux et d'Israël, sans même faire semblant de se préoccuper du peuple palestinien. Leur seul objectif est de rester au pouvoir et d'être les futurs administrateurs des bantoustans palestiniens, même s'ils doivent pour cela collaborer ouvertement avec les forces d'occupation. Un événement survenu à Jénine à la fin du mois d'août est à ce sujet exemplaire : un soldat israélien qui s'était égaré dans la ville a été pris en charge par les forces de sécurité d'Abbas, qui l'ont protégé de la population et raccompagné jusqu'au barrage militaire le plus proche. On parle bien d'un soldat membre d'une armée d'occupation... Il n'y a qu'un mot pour qualifier ce genre d'agissements : de la collaboration, pure et simple. Pour ceux qui avaient encore des doutes sur les intentions du clan Abbas, leur positionnement, dans le cadre de la contradiction structurante que j'évoquais plus haut, est sans ambiguïté : ils travaillent sciemment aux côtés d'Israël contre le peuple palestinien.

Quelles sont les formes de résistance possible dans les conditions d'aujourd'hui ?

Je pense que les conditions actuelles sont des plus défavorables quant à l'organisation et la structuration de la résistance :

. Plus de 11 000 prisonniers politiques palestiniens croupissent dans les prisons israéliennes. Rapporté au nombre d'habitants, c'est un chiffre invraisemblable : imaginez qu'en France il y ait près de 200 000 prisonniers politiques. Je ne parierais pas sur un haut niveau de développement des luttes sociales... Et pour ceux qui continuent la lutte, la répression, les arrestations et les assassinats se poursuivent.

. La fragmentation géographique entre les « zones autonomes » palestiniennes constitue un obstacle de taille : séparation complète entre Gaza et la Cisjordanie, encerclement des villes de Cisjordanie, très grande difficulté, voir impossibilité, de se rendre d'une ville à l'autre... Autant d'éléments qui empêchent tout développement ou structuration « nationale » de la résistance.

. La mise en place de l'Autorité palestinienne, consécutive aux Accords d'Oslo, a eu deux conséquences d'ampleur : en premier lieu nombre de militants du Fatah ont été cooptés et intégrés aux structures bureaucratiques en construction en échange de leur renonciation à la lutte, ce qui a affaibli le mouvement national et fait considérablement reculer la conscience politique. En second lieu, la mise en place de ce vaste réseau de corruption et de clientélisme a délégitimé la politique et le politique, renforçant le fonctionnement en réseaux principalement structurés par la captation de la manne financière venue de l'étranger.

. La multiplication des ONG dépendantes des financements de l'extérieur, si elle a pu constituer une alternative, pour de nombreux militants de l'Intifada de 1987, à l'intégration à l'appareil d'Etat, a également participé de cette dépolitisation et de cet affaiblissement de la résistance. En se désinvestissant du terrain de la lutte politique, les militants et dirigeants de ces ONG ont laissé les mains libres à la direction capitularde de l'OLP, nombre d'entre eux se contentant de trouver un modus vivendi avec cette dernière.

. L'attitude attentiste de la gauche de l'OLP (FPLP et FDLP) et son incapacité à formuler un projet de lutte alternatif aux trahisons de la direction de l'Autorité palestinienne a également réduit le champ des possibles pour ceux qui auraient voulu poursuivre la résistance.

. Dans cette situation, c'est le Hamas qui a su tirer son épingle du jeu. Or, bien que ce courant incarne une orientation beaucoup plus combative vis-à-vis de l'occupant et refuse aujourd'hui les compromissions et l'abandon des droits nationaux des Palestiniens, il n'en demeure pas moins que l'idéologie réactionnaire du courant des Frères Musulmans à laquelle nombre de ses cadres et militants se réfèrent est contradictoire avec la construction d'une résistance populaire dans laquelle tous les Palestiniens, notamment les femmes, trouveraient leur place.

Voilà, en résumé, la somme des obstacles à la construction et à la structuration de la résistance. L'asphyxie économique, la fragmentation géographique et politique, la culture de la corruption et du clientélisme et la faillite de la gauche ont favorisé le développement d'un individualisme de plus en plus marqué, au détriment de l'action collective. Qui plus est, l'entreprise de sociocide inhérente au projet sioniste détruit peu à peu la conscience nationale palestinienne. Si dans les têtes le peuple palestinien et ses droits existent toujours, dans les faits la perspective d'une lutte commune de tous les Palestiniens (y compris ceux des camps de réfugiés de Jordanie, de Syrie ou du Liban, ainsi que ceux qui vivent en Israël) autour d'un projet de combat unifiant s'éloigne de plus en plus.

Dans ces conditions, quelle résistance ? Pour beaucoup de militants palestiniens, la tâche essentielle est aujourd'hui double. A terme, il s'agit de refonder la résistance et, pourquoi pas, les structures du mouvement national, en tirant les leçons des échecs du passé et en actant le basculement dans l'autre camp d'une partie de la direction « historique » du mouvement. Mais la condition pour y parvenir, et c'est la seconde tâche essentielle, est de mettre un frein à la dépolitisation et à l'individualisme. C'est ce qu'ont bien compris un certain nombre de militants investis dans les « Centres culturels » des camps de réfugiés. Pour eux, il s'agit, en organisant de multiples activités culturelles, sociales et politiques, notamment pour les jeunes, de perpétuer la mémoire du combat, de lutter contre les tendances individualistes en développant des projets collectifs, de combattre les tendances au repli sur la famille, la religion, en faisant « sortir » les gens de chez eux et en les faisant se rencontrer, le tout en garantissant l'indépendance des initiatives en refusant d'être subventionné par l'Autorité palestinienne ou les pays occidentaux.

Tout cela peut sembler très loin de la conquête par les Palestiniens de leurs droits nationaux. Mais c'est la réalité du terrain et du rapport de forces. Il faut être lucide : il s'agit pour ces militants de reconstruire la résistance, pierre par pierre, au milieu d'un champ de ruines. Tous ceux qui se sentent solidaires des Palestiniens et veulent les aider dans leur combat doivent le savoir : la situation est très difficile et les militants qui, là-bas, s'investissent dans la reconstruction de la conscience nationale et de la résistance ont plus que jamais besoin d'un soutien international.

Sommes-nous au bout de la logique des Accords d'Oslo ?

Tout dépend ce que l'on entend par « la logique des Accords d'Oslo ». Pour tous ceux qui ont perçu et/ou présenté les Accords d'Oslo comme un compromis historique entre une gauche israélienne prête à de vraies concessions et une direction palestinienne sincère et responsable, qui devait mener à terme à l'établissement d'un Etat palestinien indépendant et souverain en Cisjordanie et à Gaza, il est clair que c'est la fin d'une époque. Mais pour ceux, dont je fais partie, qui ont vu dans les Accords d'Oslo une simple réorganisation du projet sioniste, avec comme objectif la mise en place de bantoustans palestiniens dépendants de l'aide internationale et sous contrôle d'un pouvoir inféodé à l'Etat d'Israël, il n'y a pas de surprise ou de « tournant ».

Tanya Reinhart, Universitaire israélienne récemment décédée, écrivait en 1994 ce qui suit :

« Depuis le début, on peut identifier deux conceptions sous-jacentes au processus d'Oslo. La première est que ce processus peut réduire le coût de l'occupation grâce à un régime palestinien fantoche, avec Arafat dans le rôle du policier en chef responsable de la sécurité d'Israël. L'autre est que le processus doit déboucher sur l'écroulement d'Arafat et de l'OLP. L'humiliation d'Arafat, sa capitulation de plus en plus flagrante conduiront progressivement à la perte de son soutien populaire. L'OLP va s'effondrer ou succomber à des luttes internes. La société palestinienne va ainsi perdre sa direction politique et ses institutions, ce qui constituera un succès car il faudra du

temps aux Palestiniens pour se réorganiser. Et il sera plus facile de justifier la pire oppression quand l'ennemi sera une organisation islamiste fanatique » .

T. Reinhart n'avait rien d'une prophète. Elle a seulement compris, dès le début, la « logique » des Accords d'Oslo. Pour Israël, la manœuvre était simple : donner l'impression de faire des concessions aux Palestiniens sans prendre aucun engagement sur les questions-clés que sont Jérusalem, les réfugiés et les colonies. Durant les « années Oslo », la colonisation, l'occupation et la répression se sont poursuivies, les Palestiniens qui auraient pu nourrir des espoirs sont vite revenus de leurs illusions. Evidemment, la colonisation avait commencé avant Oslo. Mais en créant l'illusion de la construction d'une structure étatique palestinienne, les Accords d'Oslo ont entraîné un dangereux glissement idéologique, y compris dans le mouvement de solidarité internationale : d'un soutien aux droits des Palestiniens on est passé à un soutien à des négociations de « paix ». Résultat : à partir de septembre 2000, avec le soulèvement palestinien et la brutale réponse de l'armée israélienne, de nombreuses voix se sont élevées pour que l'on en « revienne aux Accords d'Oslo », ce qui signifie concrètement un retour à la situation contre laquelle les Palestiniens se sont soulevés.

La « logique des Accords d'Oslo » n'est pas finie. Il y a eu cependant un changement notable, côté israélien : si en 1994 une partie de l'establishment sioniste pensait que l'appareil de l'OLP était un partenaire crédible, sur le long terme, dans l'entreprise de neutralisation de la résistance, aujourd'hui ce n'est plus le cas. C'est le sens des décisions « unilatérales », dont l'exemple le plus flagrant a été le retrait de Gaza : Israël ne prend pas la peine de discuter avec la direction de l'Autorité palestinienne les décisions les plus importantes. L'idée qu'il n'y a pas de partenaire fiable côté palestinien a fait son chemin en Israël. Abu Mazen et les siens n'ont ni la légitimité ni l'assise sociale nécessaires pour contrôler l'ensemble des villes palestiniennes. Ce qui se profile, c'est plutôt qu'Israël confie, à terme, à des petits chefs locaux la gestion de microscopiques zones autonomes. Israël pourrait en outre en appeler à la Jordanie afin qu'elle administre, d'une manière ou d'une autre, les enclaves de Cisjordanie. Concernant Gaza, la « solution » pour Israël passera nécessairement par une offensive militaire d'ampleur. Sur le fond, Oslo, en tant qu'instrument de liquidation de la question palestinienne, est bien vivant. C'est seulement sur la forme que des modifications ont été opérées.

Si l'OLP est incontournable, comment peut-on envisager son évolution ?

Je ne sais pas si l'OLP est « incontournable ». Yasser Arafat lui-même ne s'est jamais privé de la « contourner ». Il me semble opportun de rappeler ici qu'en 1993, seule une minorité du Comité exécutif de l'OLP s'était prononcée en faveur de la signature des Accords d'Oslo. Cela n'a eu aucune conséquence. Cet événement était l'aboutissement logique d'un choix fait par Arafat et Abbas dans le processus de négociations : à aucun moment les instances de l'OLP n'ont été informées, non seulement du contenu, mais de l'existence même des Accords d'Oslo avant leur signature... La naissance de l'Autorité palestinienne a signifié, selon moi, la mort de l'OLP. Il ne s'agit pas de faire ici un historique du mouvement de libération nationale palestinien. Rappelons juste que durant les années 70, au Liban, l'OLP s'est transformée, alors qu'elle était un mouvement de libération nationale « classique », en un véritable appareil d'Etat, devenant progressivement une énorme structure bureaucratique-militaire employant des dizaines de milliers de personnes aux quatre coins de la planète. Un rapport commandé par Yasser Arafat lui-même indiquait à l'époque : « L'OLP diffère par sa nature des autres organisations qui ont représenté, ou représentent encore, leurs peuples respectifs dans leur lutte de libération nationale. L'OLP n'est pas un parti politique, et elle est plus large qu'un front de libération. C'est une institution qui a la nature d'un Etat ». L'OLP s'est ainsi progressivement transformée en un « appareil d'Etat sans Etat », pour reprendre la formule de Gilbert Achcar, un appareil d'Etat en quête d'un territoire où il pourrait s'établir de façon sûre et définitive. Considérablement affaiblie par son expulsion du Liban en 1982, l'OLP a recréé à Tunis une grande partie de sa bureaucratie et a continué à développer ses représentations diplomatiques à l'étranger. Les Accords d'Oslo ont été suivis de l'installation, en Cisjordanie et à Gaza, de dizaines de milliers de cadres et de militants de l'OLP « de l'extérieur » qui sont devenus les fonctionnaires et les grands commis de l'Autorité palestinienne en construction.

L'appareil d'Etat sans Etat a alors cru trouver son Etat. Les combattants sont devenus des fonctionnaires de l'Autorité palestinienne et l'OLP a achevé son processus de dégénérescence bureaucratique en se transformant officiellement en structure étatique. Les courants de l'OLP qui la considéraient encore comme devant être l'organe fédérant les factions politiques palestiniennes pour coordonner et diriger la lutte ont été de plus en plus marginalisés dans les décisions, de même que les cadres qui avaient fait le choix de rester à l'extérieur. L'essentiel de la décision et de la représentation est en effet passé entre les mains de l'Autorité palestinienne. C'est pourquoi, 13 ans après, je pense qu'il n'est pas exagéré de dire que l'OLP ne représente aujourd'hui plus rien. Elle sert parfois de cache-sexe à Abbas lorsqu'il veut légitimer une décision particulièrement inique ou isoler le Hamas, comme lorsqu'en juin dernier le Comité exécutif de l'OLP a voté une motion exigeant la destitution du gouvernement Hamas et l'organisation de nouvelles élections. Mais cette OLP fantôme n'a plus de légitimité : la motion en question n'a eu aucun écho dans les territoires palestiniens.

Aujourd'hui, parmi ceux qui s'interrogent sur l'état du mouvement de libération nationale, certains disent qu'il faut « en revenir à l'OLP », d'autres qu'il faut la réformer, et d'autres enfin qu'il faut acter sa disparition et construire « autre chose ». Je pense pour ma part que l'OLP n'a pas d'avenir dans sa forme actuelle et qu'elle a vocation à périr tout en demeurant pendant un temps le théâtre de querelles d'individus ou de groupes d'individus pour des petits pouvoirs ou des petits bénéfices. Ce dont le peuple palestinien a besoin aujourd'hui, où qu'elle se trouve, c'est d'une refondation du projet et des structures de la lutte, qui passera par une réorganisation/recomposition de la résistance sous toutes ses formes (politique, culturelle, sociale, armée), à l'initiative de militants et cadres de la gauche, du Fatah, du Hamas, qui feront le choix de l'unité et des intérêts

collectifs et non celui de la division et des intérêts personnels. Même si cette perspective peut paraître lointaine et qu'à ce jour très peu d'initiatives allant dans ce sens ont été prises, il n'en demeure pas moins qu'elle est sous-jacente à nombre de discussions en Palestine, chez les militants sincères de toutes les factions politiques et dans la société, chez les Palestiniens des territoires occupés comme chez ceux de 1948 et ceux de l'exil.

Est-il possible de concilier développement démocratique sous occupation ?

Une chose est sûre : il est impossible de construire des structures abouties de démocratie représentative lorsque l'on est sous occupation militaire. S'il a été possible, comme on l'a vu en janvier 2005 (élections présidentielles) et janvier 2006 (élections législatives), d'organiser des élections dans l'ensemble de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza dans des conditions à peu près satisfaisantes, avec une participation élevée et peu de fraude, il n'en demeure pas moins que cette « démocratie » reste subordonnée aux intérêts de la puissance occupante et de ses alliés. Après la victoire du Hamas, il n'a pas été difficile pour l'Union européenne, les Etats-Unis et Israël d'empêcher le gouvernement issu des urnes de gouverner et de tenter d'annuler le choix démocratique de la population palestinienne. Tant que l'occupation perdurera, la « démocratie palestinienne » restera dépendante du bon vouloir de l'extérieur.

Mais si l'on entend la démocratie dans une acception plus large, et pas seulement comme la tenue d'élections, il est évident que le développement des pratiques démocratiques est non seulement possible mais indispensable dans la lutte contre l'occupation. J'entends ici le développement des pratiques démocratiques comme la mise en place de structures de gestion de la vie quotidienne et de la lutte qui favorisent l'investissement et la participation populaires. Au début de l'Intifada de 1987, les « comités populaires », mis en place dans la plupart des camps de réfugiés, villages et quartiers des villes, ont joué ce rôle : composés de militants politiques, associatifs ou de « simples citoyens » légitimes dans leur communauté, ils prenaient en charge tous les aspects de la vie quotidienne (organisation des soins, de la scolarité, résolution des conflits entre voisins...) et de la lutte (grèves, manifestations...). C'est ce qui a fait la force de cette Intifada, du moins dans sa première année.

Rien de tel ne s'est produit lors de la « deuxième Intifada » (entre guillemets tant elle a peu de points communs avec l'Intifada de 1987) : la prétention de l'Autorité palestinienne à être la seule direction légitime du mouvement, les consignes données aux militants du Fatah de ne pas renouveler l'expérience des comités populaires et la très rapide militarisation de la lutte ont interdit la constitution de structures locales coordonnées entre elles dans lesquelles tous ceux qui voulaient participer à la lutte auraient pu trouver leur place. L'investissement populaire a donc été très faible et le soulèvement, bien réel en octobre 2000, s'est rapidement essoufflé. Cela n'explique pas tout, mais l'échec de la mise en place de structures de ce type après octobre 2000 a largement participé de la dégradation du rapport de forces en la défaveur des Palestiniens. L'une des tâches centrales, pour ceux qui veulent permettre la reconstruction de la résistance populaire en Palestine, est de contribuer à la reprise en main de son destin par la population palestinienne elle-même, par l'intermédiaire de structures favorisant l'investissement de tous et d'initiatives ayant vocation à dépasser les nombreux clivages qui affaiblissent le combat des Palestiniens.

Je me fais ici l'écho d'observations que j'ai pu effectuer lors de mes séjours en Palestine et de propos que j'ai entendus chez de nombreux Palestiniens. En effet, l'absence de perspective politique et sa conséquence principale, le développement d'une pensée de plus en plus conservatrice dû à un repli sur les valeurs traditionnelles (qui, elles, « ne mentent pas »), causent des dégâts considérables : la manifestation la plus visible est la dégradation croissante de la conditions des femmes, qui se voient de plus en plus exclues de la sphère publique et confinées aux seules activités domestiques et reproductrices. Cette dégradation n'a pas commencé avec l'arrivée au pouvoir du Hamas, mais ce dernier événement n'a bien entendu rien fait pour la ralentir. On comprendra aisément que la non inclusion, dans la lutte, de la moitié de la population palestinienne, ne peut que desservir, à terme, les Palestiniens dans leur ensemble. C'est en ce sens que, même si l'occupation militaire ne le permet que très difficilement, le développement de structures légitimes et « participatives » est une question-clé dans la perspective de refondation de la résistance palestinienne.

Le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien est en crise, n'est-ce pas paradoxalement salulaire ?

Il est certain que le mouvement de solidarité ne se porte pas très bien. Cette crise vient de loin et est, selon moi, le produit de deux principaux facteurs : la dégradation de la situation « sur le terrain » et les illusions véhiculées, au sein même du mouvement de solidarité, durant les « années Oslo » et après septembre 2000 .

Il faut en effet faire preuve d'une certaine abnégation pour continuer de se mobiliser alors que, là-bas, la situation se dégrade de plus en plus et que les diverses initiatives prises ici semblent n'avoir aucun impact. Les dizaines de milliers de personnes qui s'étaient mobilisées au moment du massacre de Jénine en avril 2002 n'ont pas disparu mais elles sont découragées ou désabusées et ne participent plus aux initiatives publiques dans lesquelles ne se retrouve souvent que le « noyau dur » des militants de la cause palestinienne.

Les illusions véhiculées quant au processus d'Oslo n'ont pas aidé ceux qui voulaient s'investir dans la solidarité à comprendre l'évolution sur le terrain, que ce soit la dégradation du rapport de forces entre Israël et la population palestinienne ou, plus récemment, la victoire du Hamas et la tentative semi-avortée de putsch d'Abu Mazen et sa clique. Elles n'ont pas aidé non plus, en faisant de la direction de l'Autorité palestinienne la « direction légitime du peuple palestinien », au développement d'une solidarité concrète avec ceux qui, en Palestine, dans les camps de réfugiés, dans les villes et les villages, prenaient et prennent encore des initiatives pour poursuivre la lutte alors que l'Autorité affirme que seule la négociation paie. Ceux qui avaient cru ou fait croire que l'Autorité palestinienne dirigée par Arafat puis par Abbas était le seul représentant légitime des Palestiniens et le partenaire incontournable du mouvement de solidarité ont dû tomber de très haut lors de la victoire du Hamas et lors de la

nomination, il y a quelques mois, du banquier Fayyad au gouvernement. D'ailleurs on ne les entend plus beaucoup depuis.

La crise ne sera salutaire que si les bilans sont tirés et si l'on va à la racine des échecs successifs du mouvement de solidarité. Il s'agit, sans faire d'un accord sur l'ensemble des questions un préalable au travail commun, d'en revenir à l'essentiel : quelle solidarité effective avec le peuple palestinien ? Le travail ici n'a de sens que s'il a des effets là-bas. On ne peut se contenter de « faire pression » sur notre gouvernement pour qu'il « fasse pression » sur son allié israélien. En Palestine, 172 ONG et associations ont appelé à une campagne internationale de boycott et de désinvestissement, dans de nombreux camps de réfugiés des Centres culturels effectuent un travail remarquable et ont besoin de soutien, 11 000 prisonniers politiques se sentent particulièrement oubliés dans les geôles israéliennes, les commémorations des 60 ans de la Nakba (la « catastrophe », l'expulsion de 1947-1948) sont en préparation pour une initiative internationale en 2008... Les projets et campagnes qui permettraient de (re)construire la solidarité ne manquent pas. Mais il est certain que l'on trouvera peu de représentants du « camp de la paix » israélien ou de la clique d'Abu Mazen qui soutiendront le boycott, le droit au retour des réfugiés ou la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques. Ce sont pourtant des revendications centrales pour le peuple palestinien et pour de nombreux militants politiques et associatifs. Un retour critique sur les Accords d'Oslo et sur les illusions qui les ont accompagnés est donc indispensable. Il permettra de passer de la revendication d'une paix virtuelle à la construction d'une solidarité réelle.

Julien Salingue

(Paris, 06 Septembre 2007)

3-3 Point de vue de Sharmila Deviin : L'ONU constate : 'La politique israélienne en Cisjordanie "n'aide pas la paix"'

L'infrastructure israélienne qui divise la Cisjordanie et confine 2,5 millions de Palestiniens dans des enclaves ne fournit pas une base pour une solution du conflit à deux Etats, a indiqué un rapport des Nations Unies hier.

Le rapport critique du Bureau de Coordination aux Affaires Humanitaires de l'ONU survient alors que des efforts diplomatiques doivent être proposés parmi ce qu'appelle le coordinateur des Nations-Unies en partance, Michael Williams, des "signes d'espoir"

M. Williams a également attiré l'attention mercredi sur les colonies juives dans son dernier briefing au Conseil de sécurité de l'ONU avant de prendre son poste comme représentant de Gordon Brown, le premier ministre Britannique. "*La colonisation ébranle tout espoir pour un état palestinien contigu,*" a-t'il dit.

Près de 40% de la Cisjordanie sont interdits aux Palestiniens en raison des colonies israéliennes, de l'infrastructure militaire et d'un système de routes conçu pour faciliter l'accès des colons juifs, justifié par Israël comme étant une protection contre le terrorisme.

Le rapport dit : "*Ces mesures sont également intimement liées au maintien de l'accès des colons et de leur qualité de vie.*"

Israël a pris le contrôle de la Cisjordanie, Jérusalem-Est et de la Bande de Gaza en 1967. Les colonies sont considérées comme illégales en vertu du droit international, mais environ 450.000 colons juifs habitent maintenant à Jérusalem-Est et en Cisjordanie. Les colons ont quitté Gaza en 2005.

La Cisjordanie ressemble étrangement aux propositions israéliennes faites juste après la guerre de 1967 en termes d'infrastructure et de territoire pour les Palestiniens.

Les restrictions se sont renforcées depuis le soulèvement de l'Intifada qui a commencé en 2000 via un système d'enclaves et la construction du Mur.

Une conférence sur le Moyen-orient parrainée par les Etats-Unis doit se tenir en novembre, bien que peu de choses aient encore été décidées

Ehud Olmert, le premier ministre israélien, est arrivé au pouvoir avec des promesses de retrait de Cisjordanie mais il a été très affaibli par la guerre du Liban de l'année dernière.

Mahmoud Abbas, le président de l'autorité palestinienne, a perdu le contrôle de Gaza quand le mouvement islamique du Hamas a pris le pouvoir en juin dernier.

Néanmoins, Condoleezza Rice, le secrétaire d'Etat américain, et Tony Blair, le nouvel envoyé spécial au Moyen-Orient, doivent venir dans la région le mois prochain pour pousser les deux camps à faire des progrès.

Les observateurs dit Mr Williams, en tant que représentant britannique, pourraient avoir plus de marge de sécurité à arriver à un accord de paix que M. Blair, qui devrait prendre ses directives des Etats-Unis.)

Source : The Financial Times

02-09-2007

Traduction : MG pour ISM

Rapport complet du Bureau de Coordination aux Affaires Humanitaires des Nations Unies - 30 août 2007 (fichier PDF en anglais 23 Mb)

3-4 Point de vue de Adriana Evangelizt : Gaza : Kouchner encourage les dirigeants israéliens à massacrer.

Le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner a été l'un des premiers à réagir, mardi, au tir de roquettes sur une base de l'armée israélienne, en bordure de la bande de Gaza, qui a fait une soixante de blessés, dont plusieurs grièvement, dans les rangs militaires israéliens.

Kouchner se trouve en effet en Israël, pour manifester son soutien à l'écrasement continu du peuple palestinien par Israël et les grandes puissances. Il participait mardi à une conférence de presse avec son homologue israélienne Tsipi Livni, et les deux ministres ont répondu à des questions sur la « riposte » israélienne au tir de cette roquette Qassam par la résistance palestinienne.

Tsipi Livni a alors déclaré que son armée frapperait, ce qui ne constitue évidemment pas une « information », dans la mesure où Israël, depuis soixante ans qu'existe ce pays, n'a jamais utilisé d'autre langage que celui de la force à l'encontre du peuple palestinien. Tsipi Livni a cependant ajouté, pour pimenter son propos, qu'Israël va probablement **avoir aussi recours « à des moyens non militaires »**.

Il s'agit là, ont décodé sans mal des commentateurs de presse, d'une allusion transparente à des punitions collectives additionnelles infligées au million et demi de Gazaouis enfermés dans la plus grande prison à ciel ouvert du monde : par exemple, **la coupure de l'approvisionnement en combustibles et/ou en électricité**, déjà pratiqué à de nombreuses reprises par l'Etat hébreu.

Mais ce nouveau crime annoncé n'a pas suscité la moindre réserve de la part de Bernard Kouchner. « **Israël a bien le droit de défendre sa population** », a déclaré le ministre, sans même se rendre de l'énormité de son propos : quand Israël se venge, sur la population palestinienne, d'une action militaire **de la résistance** contre un objectif israélien lui-même militaire, Bernard Kouchner appelle cela défendre la population d'Israël !

Les familles des militaires israéliens touchés par la roquette Qassam ont fait preuve d'un peu plus de lucidité, en manifestant leur colère contre les généraux de leur propre armée.

Les circonstances dans lesquelles les 67 soldats israéliens ont été blessés illustrent en effet parfaitement comment l'armée israélienne, si brillante comme on le vit lors de l'attaque du Liban à l'été 2006, méprise sa propre jeunesse.

La base israélienne touchée par la roquette, Zikkim, se trouve ainsi à peine un kilomètre de la bande de Gaza, c'est-à-dire à une distance que les plus rudimentaires des roquettes palestiniennes franchissent aisément, même si elles tombent le plus souvent dans le vide, sans faire victimes ni dégâts.

Pourtant, les soldats de la caserne de Zikkim ne jouaient absolument aucun rôle opérationnel dans le dispositif permanent d'encerclement et d'incursions sanglantes mis en place par Israël autour, au-dessus et dans la bande de Gaza, avec avions, hélicoptères, blindés, pièces d'artillerie, etc.

Ces soldats étaient en effet **de fraîches recrues du service militaire**, effectuant ce qu'on appelle dans le jargon militaire **leurs « classes » d'instruction**, avant d'être répartis dans différentes unités, que **ce soit en Cisjordanie occupée, sur les hauteurs du Golan** ou dans des unités et services centraux, pour la suite de leurs **trois années de service obligatoire**. Aucune tâche de « défense du territoire » face à une hypothétique menace d'invasion palestinienne en provenance de la bande de Gaza ne leur avait jamais été assignée.

Alors pourquoi avoir choisi Zikkim comme centre d'instruction, ont demandé les parents des victimes ?

L'Etat-major s'est contenté de répondre qu'il avait fourni des casques et des gilets pare-balles aux bidasses, et que c'était la faute à pas de chance si les radars de détection des départs de roquettes n'avaient pas été assez rapides pour permettre à la troupe de gagner les abris construits à Zikkim. Mais il s'est bien gardé de donner la vraie raison de ce choix techniquement aberrant : montrer, tant au peuple palestinien qu'au peuple israélien, que « Tshahal est partout ».

Sources [EuroPalestine](#)

4 Courrier des lecteurs & **trouvé sur le net** & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Silvia Cattori interview Samah : Gaza soumise au blocus.

Palestine : « Appel aux peuples qui ont un reste d'humanité ».

Aussi incompréhensible et immoral que cela puisse être, le président Mahmoud Abbas, et son parti Fatah, ont demandé à Israël de maintenir Gaza totalement coupée du monde pour en finir avec le Hamas. Samah, 34 ans, mère de 6 enfants, vit dans cette grande prison appelée « Bande de Gaza ».

Elle appelle les citoyens du monde à venir protester à Erez et Rafah, sur les lieux mêmes où M. Abbas et Israël empêchent les gens de sortir et de rentrer à Gaza.

Silvia Cattori : *Comment la population vit-elle cette situation de blocus qui s'éternise ?*

Samah : C'est une catastrophe ! Quel peuple pourrait supporter la punition que le monde entier nous fait subir ? La liste des maux qui pèsent sur nous s'allonge de jour en jour. La pauvreté nous écrase. Nous sommes de plus en plus désespérés. Nous demandons à Dieu de nous aider à passer ce Ramadan. Nos enfants souffrent. Nous souffrons des avions israéliens qui nous survolent en permanence et vivons dans la terreur du prochain bombardement.

Tout est devenu un problème. Nous sommes écrasés par les problèmes. Même le peu d'eau que nous avons encore et l'air que nous respirons sont un problème. Nous sommes très affaiblis physiquement et moralement. Il ne faudra pas vous étonner si, demain, nous commençons à nous entre-tuer.

Nous manquons de farine, de riz, d'huile, de lait. Israël ne laisse entrer que 30 camions de farine par jour. Cela ne couvre de loin pas les besoins réels de toute la population. Alors les prix grimpent. Un sac de farine de 50 kg coûte 120 shequels (30 US \$).

Pour nourrir mes 6 enfants, j'ai besoin de 75 kg de farine par mois. Mon mari n'a pas de salaire depuis deux ans. Avec les coupons de l'UNWRA, ma famille ne reçoit que 90 kg de farine tous les deux mois. Je n'ai pas l'argent pour acheter la quantité de farine qui nous manque. Nous n'achetons jamais de viande. Il y a assez de légumes car on ne peut pas les exporter mais ils sont hors de prix pour nous. Bientôt il n'y aura plus assez de légumes car, ces derniers mois, la majorité des agriculteurs ont cessé de cultiver parce que ce qu'ils gagnent ne leur suffit plus à payer les engrais et l'eau.

Les jeunes souffrent beaucoup. Ils sont sans espoir de trouver un travail et sans moyens pour fonder une famille. Ils ne pensent qu'à une chose : partir à l'étranger, s'enfuir de cet enfer. Nous nous sentons complètement abandonnés.

Silvia Cattori : *Quand vous entendez M. Abbas dénigrer les autorités du Hamas, les accuser, entre autres, de brimer les femmes et de vous priver de liberté, que ressentez-vous ?*

Samah : Mais c'est exactement le contraire ! Je ne suis pas affiliée au Hamas mais je suis croyante ; je ne suis pas d'accord avec ce que notre président affirme. Il y a des femmes dans le mouvement Hamas qui sont membres du Conseil législatif, qui ont des positions de pouvoir ! Les femmes sont sacrées pour tout croyant musulman ! Mes filles, ne sont pas moins respectées par leur père que mes garçons. Jamais je n'ai été maltraitée par mon mari qui est croyant.

Silvia Cattori : *Les femmes ne portent pas le voile sous la contrainte des époux ou des familles ?*

Samah : Il n'y a aucune femme à Gaza qui est forcée de porter le voile. Il y a des femmes qui ne le portent pas. Si une femme porte le voile, c'est qu'elle a un sentiment religieux et qu'elle adhère pleinement à la foi musulmane, que c'est son choix.

Silvia Cattori : *Comment réagissez-vous aux annonces incessantes d'une offensive militaire israélienne massive en préparation ?*

Samah : Nous vivons tout le temps dans la peur. Israël parle d'une attaque générale pour en finir avec le Hamas. On est bien sûr très effrayés à l'idée d'une nouvelle invasion car on s'attend à ce qu'elle soit plus terrible que les précédentes. Nous ne pouvons rien faire pour empêcher leurs chars d'avancer et de nous tuer.

Nous savons qu'ils sont prêts à intervenir depuis que les soldats basés à Bersheva —où ils ont construit une base qui ressemble à Gaza pour s'exercer à nous envahir— ont terminé leurs exercices d'entraînement militaire. Ces derniers temps, les Israéliens ont multiplié les tentatives d'invasion, à Kahn-Younes, à Rafah, à Beit Hanoun. Sont-ils en train de tester les capacités de défense de la résistance avant de lancer un assaut général ? Si Dieu ne nous protège pas nous allons mourir. Il n'y a pas d'autre solution.

Nous savons tout le mal qu'ils peuvent encore faire subir à nos enfants. Mais, quoiqu'ils fassent, à la fin, ils seront obligés de trouver une entente avec le Hamas. Car le Hamas est la force politique majoritaire. Abbas et le Fatah ne représentent pas grande chose. Abbas ne représente qu'une petite partie des Palestiniens ; à terme il sera mis de côté. Il n'obtiendra rien d'Israël en échange des concessions qu'il se prépare à faire.

Silvia Cattori : *Espérez-vous encore que des Etats européens vous viennent en aide ?*

Samah : Nous n'attendons plus rien de l'Europe ni de l'ONU. Toute notre histoire nous a montré qu'ils n'ont jamais rien fait pour nous, que c'est à cause de leur parti pris en faveur d'Israël que celui-ci a les mains libres pour nous massacrer.

Par contre, nous continuons d'espérer que les populations, en Europe et dans les pays arabes, se mettent à réagir. Qu'elles viennent protester contre le blocus aux passages de Rafah et d'Erez. Il y a des malades qui meurent faute de pouvoir aller se faire soigner en Egypte. J'en appelle aux peuples qui ont un reste d'humanité afin qu'ils se mobilisent, notamment en Europe.

Nous sommes au plus mal. Les journalistes qui viennent à Gaza ne parlent jamais de ce dont nous souffrons dans notre chair. Ils vont toujours interroger des gens du Fatah, qui ne représentent rien ici, car ils veulent accréditer l'idée que le Hamas est quelque chose de mauvais pour la société. Ils nous font tant de mal quand ils disent que, chez nous, les jeunes et les femmes sont brimés par les autorités du Hamas.

Ils veulent distiller peu à peu l'idée que c'est le Hamas qui est un problème. Alors que, pour nous qui vivons ici, le problème c'est Abbas et ses notables corrompus qui s'emploient à nous intimider et à nous affamer par des mesures d'enfermement. Ils nous contraignent à vivre enfermés, à la merci d'Israël qui ferme, quand il le veut, le robinet de l'eau, du mazout, de la nourriture. Une nuit sur deux, Israël nous coupe l'électricité et nous plonge dans le noir.

Silvia Cattori

Traduit de l'anglais par SC

4-2 Une Interview par Silvia Cattori : Prières et grèves au service de la stratégie de la tension ?

Alors que, au milieu de tant d'adversités, la population de Gaza pouvait au moins se réjouir du maintien d'une relative sécurité par les forces de l'ordre du Hamas, depuis la mise en déroute du Fatah il y a trois mois, le président Mahmoud Abbas et le premier ministre Salam Fayyad, ont entrepris de combattre la popularité du Hamas et de le couper des fidèles, en ouvrant cette fois une « guerre » contre les mosquées.

Ainsi, à Gaza, le Fatah a encouragé ses partisans à se servir des prières collectives en plein air pour semer le trouble et provoquer des affrontements avec le Hamas. Le moment choisi, pour mettre en œuvre cette nouvelle stratégie de la tension, l'approche du Ramadan, est une période sensible.

En Cisjordanie également, M. Abbas a entrepris de réduire l'influence du Hamas dans les mosquées ; le ministre des Affaires religieuses Jamal Bawatneh a averti que tout imam ou prêcheur qui ferait "la promotion d'idées politiques, personnelles ou partisans", serait "limogé ou remplacé". N'est-ce pas là une manière d'alignement sur la guerre anti-islam que mènent les grandes puissances pour en finir avec toute opposition ?

La jeune personne qui témoigne ici, depuis Beit Hanoun, tient à garder l'anonymat dans ce contexte intimidant où le Fatah est davantage intéressé à poursuivre les opposants à sa politique de soumission aux grandes puissances, et à semer la violence et la discorde entre Palestiniens, plutôt que d'alléger leurs souffrances.

Silvia Cattori : *Les médias ont donné un large écho aux violences survenues depuis mi août 2007 à Gaza au moment des prières en plein air organisées par le parti Fatah du président Abbas. Pourquoi, après les avoir autorisées durant deux vendredis, les autorités du Hamas ont-elles décidé de les interdire le 7 septembre ?*

Parce que ces prières, au-dehors, se sont avérées n'être qu'un prétexte pour provoquer des incidents, diviser les gens, et exaspérer la population qui souffre déjà énormément du blocus.

Tout cela a commencé il y a quatre semaines quand les leaders du Fatah ont demandé à leurs anciens employés (sans travail mais toujours salariés) de ne plus aller prier le vendredi dans les mosquées, mais de se rassembler, désormais, pour prier à l'extérieur, dans les rues et sur les places.

Le Hamas leur a donné l'autorisation de prier à l'extérieur des mosquées deux vendredis de suite. Mais, à chaque fois, juste après la prière, quelques centaines de personnes ont commencé à abîmer des voitures, renverser les poubelles, brûler des pneus, briser des devantures de magasins et des vitres, sur leur passage.

Le but des organisateurs était clair : il ne s'agissait pas de foi religieuse mais de se servir de ces rassemblements à l'extérieur pour stigmatiser les fidèles qui allaient prier à la mosquée, provoquer des troubles, et exploiter ensuite l'intervention de la Force exécutive (forces de l'ordre du Hamas) pour répandre l'idée que le Hamas prive les gens de leurs libertés.

Le vendredi 7 septembre, les autorités du Hamas ont refusé de leur accorder l'autorisation de prier dehors, interdit toute prière collective dans la rue, et accusé le Fatah de vouloir exploiter ces rassemblements pour fomenter des troubles.

Les responsables du Fatah ont alors appelé leurs partisans à aller prier dehors, malgré le refus d'autorisation du Hamas ; le but était clairement de provoquer des heurts avec la Force exécutive du Hamas. Cela n'a pas manqué : les forces de police du Hamas les ont dispersés à coups de matraque et il y a eu des blessés.

Silvia Cattori : *Cette revendication, de pouvoir prier à l'extérieur des mosquées, est-ce une chose inhabituelle ? C'est quelque chose de totalement nouveau. Ce n'est pas du tout la coutume d'aller prier sur les places et dans les rues. La prière s'est toujours déroulée à l'intérieur des mosquées, de la même façon que les catholiques vont dans les églises, pas dehors. Il n'y a que trois prières qui, traditionnellement, se font à l'extérieur : la prière du Ramadan, la prière de l'Aïd et la prière pour demander la pluie. Le Fatah a sans doute choisi cette façon d'affronter le Hamas parce que le moment de la prière est quelque chose d'extrêmement sensible.*

Le Fatah est en train de se servir de l'Islam, de la sensibilité religieuse, pour casser notre société en deux, dans sa lutte impitoyable pour le pouvoir. Il veut attiser les haines entre laïcs et pratiquants. Il veut pousser les gens à se soulever contre le Hamas, qui est la seule force politique capable de s'opposer à ses compromissions avec l'occupant.

Silvia Cattori : *Alors, ceux qui disent que « la rue est devenue le lieu de prière et de contestation du coup de force du Hamas et de son emprise croissante sur tous les rouages de la société » et que c'est un mouvement de protestation de fidèles du Fatah qui sont empêchés de se rendre dans les « mosquées totalement contrôlées par les islamistes » [1], ne reflètent pas ce qui se passe réellement ?*

Ceux qui présentent les choses ainsi ne font que donner crédit à la propagande du Fatah et à ceux qui s'opposent aux élus du Hamas de façon illégale. Ce n'est pas un mouvement populaire. Ce sont des gens qui reçoivent un salaire ; un salaire versé par les autorités de Ramallah.

Silvia Cattori : *Ces gens du Fatah, qui provoquent les forces de sécurité du Hamas à Gaza, sont-ils nombreux ?*

Ils ne sont pas nombreux : quelques centaines au nord, quelques centaines à Gaza ville (au centre), quelques centaines au sud. Ils ne sont pas plus de 1500 quand ils mobilisent la rue. Mais ils font parler d'eux, appuyés par Abou Mazen (Mahmoud Abbas) qui fait des déclarations mensongères, immédiatement reprises par les médias du monde entier, pour éclabousser les autorités du Hamas. Les médias, contrôlés par le Fatah, et les médias étrangers, montrent toujours les interventions de la police du Hamas mais ils ne montrent pas les déprédations qui les ont précédées et ont conduit les autorités du Hamas à les réprimer.

Les gens qui ont organisé ces prières appartiennent aux mêmes bandes qui ont échoué jusqu'ici à liquider les autorités du Hamas. Des bandes que nous craignons et sur lesquelles Abou Mazen et Dahlan, qui n'ont que faire de notre bien être, s'appuient pour tenter de reprendre le contrôle de Gaza. Elles sont habilement manipulées par les services secrets d'Abou Mazen, de la CIA et du Mossad. Leur but est toujours le même : décapiter le Hamas. Il leur faut donc continuer de créer des occasions pour stigmatiser le Hamas et retourner l'opinion contre lui.

Silvia Cattori : *La haine finira-t-elle par réussir à vous tirer vers des combats internes ?*

C'est une haine programmée. Ces gens reçoivent un salaire du Fatah alors que plus de 50% de la population n'a aucun revenu. Ce sont des gens frustrés, ignorants, qui n'ont pas l'intelligence de comprendre qu'ils sont manipulés, qu'ils ne servent pas leurs intérêts et ceux de leur peuple, mais l'intérêt des puissants, l'intérêt des collaborateurs d'Israël.

Silvia Cattori : *Cette grève a-t-elle été un succès ?*

Cette grève n'a pas été un succès. Les magasins et marchés n'ont pas fermé. Elle n'a pas été largement suivie, sauf dans les écoles et les hôpitaux où les directeurs et les concierges sont généralement des gens affiliés au Fatah. Nous avons envoyé nos enfants à l'école mais ils se sont fait renvoyer à la maison par les concierges qui avaient bouclé toutes les entrées.

Silvia Cattori : *Dans le quotidien « Le Monde » il a été rapporté que « Gaza a été en bonne partie paralysé, dimanche 9 septembre, par une grève générale » [2] !? Qui croire ?*

Tout cela est inexact. Nul ne peut parler d'une grève générale quand il s'agit d'une manifestation organisée par un pouvoir qui peut acheter les gens qu'il a affamés, pour ensuite les payer pour combattre son propre peuple. C'est un usage biaisé de la grève. C'est Abou Mazen qui est l'instigateur de cette grève. Il a multiplié les déclarations mensongères, affirmé que le Hamas veut supprimer les libertés. C'est lui qui veut déstabiliser Gaza en affamant les gens par le blocus et, ensuite, en versant des salaires à ceux qui organisent ces prières dans les rues. Si les gens veulent toucher leur salaire il faut qu'ils commettent des actes qui déstabilisent le Hamas.

Silvia Cattori

Traduit de l'anglais par SC

[1] Michel Bôle-Richard dans le quotidien parisien « Le Monde » du 10.09.07

[2] Michel Bôle-Richard dans le quotidien parisien « Le Monde » du 10.09.07

5 Annexe **Géopolitique et stratégie**

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 J.Mearsheimer & S. Walt : **Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine.**

Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine porte sur un sujet profondément tabou aux Etats-Unis, celui de l'influence des groupes de pression israéliens sur la politique étrangère américaine au Proche-Orient et dans les pays arabes. Il est l'oeuvre de deux éminents universitaires américains : John J. Mearsheimer, professeur émérite de Sciences Politiques à l'université de Chicago (auteur entre autres de *The Tragedy of Great Power Politics*) et Stephen M. Walt, directeur des études et professeur émérite de Relations internationales à la Kennedy School of Government d'Harvard (auteur lui de *Taming American Power : The Global Response to US Primacy*).

Les deux politologues démontrent dans ce livre précis et extrêmement bien documenté qu'Israël a été le pays au monde qui a le plus bénéficié de l'aide économique, militaire et diplomatique américaine depuis la seconde guerre mondiale.

L'État hébreu a systématiquement et largement été favorisé, soutenu et défendu par l'Oncle Sam, même sur des questions sensibles comme par exemple le développement illégal de l'arme nucléaire, la colonisation des territoires palestiniens ou la violation des Droits de l'Homme. De fait, depuis 1972, les États-Unis ont mis leur veto à 42 résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU critiquant la politique israélienne, y compris lorsqu'il s'agissait de crimes contre l'humanité ou de crimes de guerre, sans compter les nombreuses autres résolutions affaiblies afin d'éviter la mise en accusation d'Israël, qui de toutes façons multiplie les infractions au Droit international sans être jamais inquiété.

Et chaque année, Israël, pays industriel pourtant désormais aussi riche que l'Espagne, continue de recevoir à lui seul plus d'un cinquième de l'aide économique étrangère des États-Unis (soit environ 500 dollars par an et par Israélien), à laquelle il faut ajouter une très importante fourniture d'armes et d'assistance militaire, le Pentagone et Tsahal collaborant étroitement. Plus radicalement, les auteurs affirment entre autres que George W. Bush est entré en guerre contre l'Irak de Saddam Hussein à la demande d'Ariel Sharon et de ses affidés au Pentagone tels Paul Wolfowitz, même si ce n'est pas l'unique facteur, et qu'Al-Qaïda est à l'origine une émanation conjointe des services secrets israélo-américains. De même pour les conflits comme la récente guerre au Liban ou les menaces de guerre nucléaire avec l'Iran qui, sous couvert de lutte contre le terrorisme islamique, sont les résultats de la désastreuse politique commune entre israéliens et américains. Enfin les deux chercheurs n'hésitent pas à dénoncer pour leur partialité en faveur d'Israël les grands médias américains, qu'ils soient journaux ou télévisions de tous bords politiques.

Adoptant un point de vue résolument réaliste, Stephen Walt et John Mearsheimer estiment que l'Etat juif est plus un fardeau qu'un atout stratégique car la protection zélée de Washington, qui va jusqu'à compromettre la sécurité

de l'ensemble des pays occidentaux, est extrêmement dangereuse, politiquement contre-productive, et stratégiquement néfaste tout autant à l'intérêt national américain qu'à celui d'Israël et à la paix dans le monde. Entre parenthèses, il serait intéressant de connaître l'avis du très atlantiste et très pro-israélien Nicolas Sarkozy, nouveau "caniche" européen de George W. Bush, et de son ministre des affaires étrangères Bernard Kouchner, qui viennent tout juste d'aligner sans aucun complexe la politique étrangère de la France précisément sur celle des Etats-Unis.

Le soutien indéfectible et irraisonné des États-Unis à Israël ne peut s'expliquer ni par des intérêts stratégiques communs ni par des impératifs moraux, estiment les deux auteurs. Arguments, chiffres et documents incontestables à l'appui, ils démontrent clairement qu'un puissant lobby pro-israélien — représenté notamment par l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC, 100.000 membres actifs), quelques autres organisations juives de droite et d'influents cercles de réflexion comme entre autres la Brooking Institution — exerce une influence considérable dans tous les secteurs, de l'administration aux médias en passant par l'université, et travaille activement à l'orientation de la politique étrangère américaine. Ce lobby est soutenu par les nombreux néoconservateurs et chrétiens évangéliques fondamentalistes — tels ceux de Chrétiens Unis pour Israël (pour qui la "renaissance" d'Israël s'inscrit dans un dessein biblique) — tous fervents sionistes largement représentés dans l'administration Bush.

Mearsheimer et Walt estiment in fine que, s'il n'en allait de la sacro-sainte sécurité de la Jérusalem juive, l'Amérique de George W. Bush ne serait aujourd'hui pas autant exposée aux menaces terroristes venant de Syrie, d'Irak ou d'Iran. "Israël n'a pas le poids stratégique que les États-Unis mettent en avant. Israël a pu avoir un poids stratégique pendant la guerre froide, mais il est devenu un handicap grandissant maintenant que celle-ci est terminée", écrivent-ils, ajoutant que "Le soutien inconditionnel à Israël a renforcé l'antiaméricanisme dans le monde, a contribué à alimenter le problème de terrorisme pour les États-Unis, et a affaibli les liens avec des alliés en Europe, au Proche-Orient et en Asie". En conclusion, ils prônent un changement radical de politique envers Israël.

La thèse de Stephen Walt et John Mearsheimer ne présente guère d'éléments nouveaux pour les observateurs de la politique étrangère américaine, la réalité des chiffres et des actes étant difficile à nier. Elle n'a cependant pas échappé à une violente vague de réactions hostiles et de commentaires haineux dans les médias, sans parler des "punitions" (Stephen Walt a par exemple été "démissionné" de son poste de doyen). La polémique tient sans doute au fait qu'il ne s'agit pas d'un simple pamphlet anti-israélien mais d'un très sérieux essai politique rédigé par des intellectuels américains réputés et de plus responsables d'études sur ces questions dans des universités prestigieuses.

L'article à l'origine du livre, prévu initialement pour être publié par la revue américaine *Atlantic Monthly* qui l'avait commandé en 2002, a été refusé par toutes les revues américaines lorsqu'elles ont pris connaissance du propos. Il a pu être publié quelques jours en mars 2006 sur le site web de la Fac de Droit d'Harvard mais a été précipitamment retiré sous la pression des donateurs et sponsors de l'université. C'est la *London Review of Books*, vénérable revue littéraire et intellectuelle britannique lue par l'intelligentsia libérale éclairée, qui a finalement eu le courage de publier [l'article en version abrégée au printemps 2006. \(version française\)](#), provoquant un énorme tollé.

Pas un éditorialiste américain, du *Los Angeles Times* au *Washington Post* en passant par le *New York Times* ou *The New Republic*, sans parler du virulent Daniel Pipes qui diffuse dans tous les médias néo-conservateurs sa propagande sioniste, qui n'ait pris position, le plus souvent pour condamner l'essai de façon méprisante et accuser les deux auteurs d'antisémitisme quant ce n'est pas de pure et simple démençé. Certains ont été jusqu'à parler d'un nouveau Protocole des sages de Sion, en référence au célèbre faux antisémite. La plupart des commentaires de la presse ne portaient généralement pas sur les questions soulevées par l'article mais sur les "intentions" de Stephen Walt et John Mearsheimer.

Globalement, le ton de la presse a été celui donné par Eliot Cohen dans le *Washington Post* : "Si, par antisémitisme, on entend des croyances hostile, irrationnelles et obsessionnelles sur les Juifs ; si on les accuse de manque de loyauté, de subversion et de trahison, d'avoir des pouvoirs occultes et de participer à des tractations secrètes pour manipuler les institutions et les autorités gouvernementales ; si quelqu'un liste systématiquement tout ce qu'il y a d'injuste, de laid et de faux chez les Juifs pris individuellement ou collectivement et en même temps exclut systématiquement toute information à leur décharge, alors oui, cet article est antisémite". Le mois dernier encore, alors qu'ils devaient parler devant le *Chicago Global Affairs Council*, la réunion avec Walt et Mearsheimer a été annulée au dernier moment pour "protéger l'institution". Certains critiques courageux comme David Remnick dans *The New Yorker* ont toutefois jugé qu'il n'y avait pas lieu de crier à l'antisémitisme et qu'un débat sur le sujet était nécessaire, même s'il est très improbable qu'un tel débat ait lieu pendant l'actuelle campagne pour l'élection présidentielle américaine.

En brisant le tabou sur l'alliance israélo-américaine, les deux intellectuels ont pris le risque de voir briser leur carrière et leur réputation par les groupes de pression qu'ils dénoncent. Ils déplorent l'impossibilité de débattre

des relations israélo-américaines, un aspect pourtant central des relations extérieures de la première puissance mondiale, sans se voir systématiquement affublé d'une casquette d'antisémite ou de juif renégat. "Nous ne développons pas une position extrémiste. Notre livre ne met pas en question le droit d'Israël à exister et ne dépeint pas les groupes pro-israéliens comme faisant partie d'une espèce de conspiration contrôlant la politique étrangère des États-Unis. Au contraire, il décrit ces groupes et ces individus — des juifs et des non-juifs — comme un groupe d'intérêt dont les activités ne sont pas très différentes du lobby des armes, du lobby agricole ou d'autres lobbies ethniques", se défendent-ils.

J.Mearsheimer & S. Walt

- La République des Lettres

jeudi 6 septembre 2007

Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine de John Mearsheimer et Stephen Walt est publié simultanément par les éditions Farrar Strauss & Giroux (États-Unis), Campus (Allemagne), Kodansha (Japon), Atlas (Hollande), Penguin (Royaume-Uni), Mondadori (Italie) et La Découverte (France).

La République des Lettres

"Depuis la publication du Choc des civilisations dans le magazine Foreign Affairs en 1993, aucun essai universitaire n'avait autant défrayé la chronique." (Michael Massing, New York Review of Books)

" Il se pourrait que l'analyse réaliste que Mearsheimer et Walt présentent de façon si pertinente [...] mette en branle un utile changement de paradigme dans la politique américaine au Proche-Orient ". (L. Carl Brown, Foreign Affairs)

5-2 Le projet US d'une conférence sur le Proche-Orient est compromis.

.Les États-Unis font face à de sérieux écueils dans leurs tentatives visant à assurer la réussite de la conférence de paix au Moyen-Orient, convoquée par le président George Bush en novembre prochain. Visiblement, la tournée de la secrétaire d'État Condoleezza Rice dans la région vise à explorer les possibilités de la tenue de cette conférence après que le président égyptien, Hosni Moubarak, eut posé comme condition à sa participation l'invitation de la Syrie et le début d'un dialogue inter-palestinien. L'attitude de l'Égypte est dictée par des considérations internes mais aussi par les liens étroits et anciens entre ce pays et la question palestinienne, surtout que le Caire a joué un rôle essentiel depuis les accords d'Oslo.

Côté saoudien, il est vrai que les propos du ministre des Affaires étrangères, Saoud al-Fayçal, concernant la conférence de Bush, n'étaient pas aussi clairs et directs que ceux de Moubarak. Mais ils reflètent une attitude plutôt négative du royaume vis-à-vis de l'initiative du président états-unien et une forte hésitation de l'Arabie saoudite à y prendre part. Les analystes estiment que les Saoudiens sont conscients que le principal objectif des États-

uniens est d'organiser une rencontre publique entre de hauts responsables du royaume et le Premier ministre israélien, Ehud Olmert, en contrepartie d'une déclaration d'intentions qui ne comporterait aucun engagement clair de la part de l'État hébreu ni un calendrier raisonnable pour le règlement du problème palestinien. Souad al-Fayçal avait ouvertement exprimé ces griefs et avait fait allusion à la nécessité de conclure une paix globale. Dans le cas saoudien aussi, les considérations internes et les enjeux régionaux laissent penser que Riyad ne participera pas à cette conférence de paix et conseillera son report jusqu'à l'obtention d'engagements israéliens clairs. L'Arabie souhaite par ailleurs réhabiliter son rôle de médiateur entre les Palestiniens à travers la réactivation de l'accord de la Mecque entre le Fatah et le Hamas.

Enfin, Israël lui-même, qui craint le déclenchement d'une troisième Intifada si la conférence est organisée dans les circonstances actuelles, pourrait conseiller à Mme Rice le report de cette réunion et son remplacement par des navettes du représentant du quartette international, Tony Blair, entre les différentes parties concernées par le conflit israélo-arabe.

Presse et agences internationales

14-09-07